

Editorial

par Josiane Renet



C'est dans moins de deux mois que nous voterons pour l'élection présidentielle. La campagne est maintenant bien lancée, et notre candidat, François Hollande, parcourt la France pour présenter et expliquer son projet. Le 22 février dernier, il était à Evry pour exposer ses propositions pour la jeunesse, l'éducation et redonner espoir à nos banlieues.

Dans les semaines qui viennent, nous aurons l'occasion d'en parler directement ensemble, puisque nous irons au-devant des Champlanais pour leur présenter le projet socialiste de François Hollande.

Si vous partagez nos idées et si vous souhaitez consacrer un peu de temps pour soutenir notre candidat n'hésitez pas à nous rejoindre le temps de la campagne électorale. Chacun peut s'engager, ne serait-ce que pendant deux heures, pour distribuer des tracts, participer au porte à porte ou assister à une réunion...

Cette campagne est une bonne opportunité pour se rencontrer et avancer ensemble pour faire gagner notre projet.

Donc, à très bientôt,

Josiane Renet

Point de vue : choisir l'avenir

par Jean-François Castell

Après dix années de gouvernements de droite, le constat est sans appel : la plupart des français pensent que leurs enfants auront une vie plus dure que celle de la génération qui les précède. La situation est aujourd'hui tellement mauvaise que nous avons l'impression que tous les efforts, tous les sacrifices que nous consentons pour l'avenir de nos enfants sont vains et sans espoir.

La politique menée par Nicolas Sarkozy pour permettre aux plus riches de l'être encore davantage a conduit au sacrifice d'une génération : comment les jeunes d'aujourd'hui pourraient-ils espérer une vie meilleure quand plus de 20% d'entre eux sont au chômage, qu'ils n'ont pas de perspective d'emploi stable avant 30 ans, quand ils n'ont pas les moyens de se loger correctement, et quand l'école et leurs conditions d'accès à la formation se dégradent de plus en plus ?

Pour nous, socialistes, il est urgent d'agir et de redonner espoir aux nouvelles générations. C'est la priorité de François Hollande : il s'engage à mettre en place le contrat de génération qui permettra d'intégrer durablement les jeunes dans la vie professionnelle. Il s'engage à créer les emplois d'avenir et à sécuriser les parcours professionnels. Il s'engage en faveur de l'accès au logement des jeunes. Et surtout, il s'engage à remettre sur pied notre système éducatif.

A mon avis, la création de postes d'enseignants supplémentaires, bien qu'indispensable, n'en sera pas l'élément essentiel : nous avons surtout besoin d'une réorganisation complète de l'école, en priorité au niveau de la maternelle et du primaire, mais également au-delà, du collège jusqu'à l'université.

Il est urgent de proposer de nouvelles méthodes, de nouveaux rythmes scolaires, de valoriser les filières professionnelles et technologiques pour qu'enfin chacun ait sa chance, et que l'objectif de diviser par deux le nombre de jeunes qui quittent l'école sans qualification soit atteint.

Nous ne pouvons pas nous résigner au sacrifice de cette génération de jeunes. Voilà dix ans qu'ils attendent ces réformes. Ne les oublions pas une nouvelle fois : ils portent nos espoirs, ils sont notre force, ils sont notre avenir.

Jean-François Castell

Logement : l'urgence

par Luis Ferrari

Il y a quelques semaines, avec la baisse des températures, sont arrivés les sujets sur les SDF, les morts de froids, les difficultés pour se chauffer. Comme si le froid était responsable de la misère et des situations d'urgence. Il y a urgence en effet, mais cela ne tient pas au thermomètre ni seulement à la crise.

Depuis longtemps, les inégalités n'ont été aussi grandes mais surtout elles deviennent structurelles. Là où un accident de la vie, la perte de l'emploi, la maladie, un accident personnel, pouvait conduire à un moment difficile mais après lequel on devait pouvoir se redresser avec l'aide des dispositifs sociaux, de la solidarité, force est de constater qu'aujourd'hui la situation est telle que la misère s'incruste et que le moindre accident de la vie conduit à de véritables situations de détresse, de désocialisation, de pauvreté et de perte de confiance en soi et de dignité. Une partie de plus en plus importante bascule dans la misère en perdant tout espoir d'en sortir. C'est un terrible retour en arrière pour notre pays. Des millions de Français vivant sous le seuil de pauvreté, privés de logement, contraints à vivre dans des campings ou dans leur voiture même lorsque l'on est salarié parfois. 8 millions de pauvres, mais 15 millions qui ont du mal à boucler les fins de mois pour les besoins essentiels à 50 ou 100 euros près.

Parmi les éléments qui font basculer, la question de l'emploi et du logement sont décisives. Si l'hiver est redouté par les plus défavorisés, pour de nombreux foyers, le printemps et la fin de la trêve hivernale sur les expulsions sont tout autant redoutés. Les personnes résidant en logements sociaux y restent de plus en plus longtemps, le parcours résidentiel est en panne. Les loyers du secteur privé explosent, et pour nombre de salariés ils

sont inaccessibles. C'est pourquoi dans les zones où les prix sont devenus exorbitants, nous proposons d'encadrer par la loi les montants des loyers lors de la première location ou à la relocation. Nous généraliserons les dispositifs de caution solidaire mis en oeuvre par des collectivités de gauche pour les jeunes.

Il faut agir dès le début de la législature pour que soient construits au cours du quinquennat 2,5 millions de logements intermédiaires, sociaux et étudiants dont 150000 logements très sociaux. Pour en assurer le financement nous doublerons le plafond du livret A, afin que l'épargne retourne à la solidarité et ne s'évapore pas dans des dispositifs financiers «toxiques» pour notre économie. Nous proposons de renforcer la loi SRU, en multipliant par cinq les sanctions qui pèsent sur les communes refusant d'accueillir les ménages aux revenus modestes et moyens ; et en portant à 25% les exigences en matière de construction de logements sociaux. Nous favoriserons la mixité sociale en imposant une règle des trois tiers pour les nouvelles constructions de logements collectifs : un tiers de logements sociaux locatifs à loyer modéré, un tiers de logements en accession sociale, un tiers de logements à loyer libre.

Enfin plutôt que d'accroître les droits à construire de 30% qui favoriseront la spéculation foncière, nous mettrons gratuitement à disposition des collectivités locales les terrains de l'État qui sont disponibles pour leur permettre de construire de nouveaux logements dans un délai de cinq ans.

On a perdu trop de temps dans ce domaine, il est urgent d'agir, et de changer la donne.

Luis Ferrari

Vous avez dit ...apolitique ?

Le 30 janvier dernier, nous avons constaté que notre maire perpétue avec talent la tradition de l'apolitisme «à la champlanaise». En effet, après avoir été élu en se faisant passer pour écolo à la tête d'une liste prétendument apolitique, il peut maintenant afficher sa vraie couleur, celle de l'UMP. Car ce soir-là, il recevait en grande pompe à la salle polyvalente de Champlan les participants à un meeting de soutien à Nathalie Kosciusko-Morizet, en présence de ses amis Frédéric Lefebvre et Guy Malherbe, dans la perspective de l'élection législative du mois de juin prochain. Il aurait sans doute souhaité que cela reste discret, mais nos amis de Greenpeace ont profité de l'occasion pour offrir aux deux ministres des coffrets de produits du terroir élaborés à proximité de centrales nucléaires (voir la vidéo sur notre site : ps-champlan.info).

Pour nous, c'est une bonne nouvelle : puisque la salle polyvalente peut désormais accueillir des réunions politiques, nous comptons vous y retrouver bientôt en compagnie d'Olivier Thomas, candidat du PS et du PRG à l'élection législative. Sans aucun doute, M. Leclerc se fera une joie de nous recevoir.

Josiane Renet

